

La Réception à Paris

DES

DÉPUTÉS IRLANDAIS

PAR LES

DÉPUTÉS FRANÇAIS



Imprimerie Chaix Paris

1915

LA RÉCEPTION A PARIS

des

DÉPUTÉS IRLANDAIS

par les Députés Français

LA RÉCEPTION A PARIS

des

Députés Irlandais par les Députés Français.

Une manifestation de la plus haute portée morale, de la plus émouvante signification, a eu lieu en France le 30 avril et le 1er mai 1915. Une délégation Irlandaise, composée de députés au Parlement d'Angleterre, de représentants des Villes et d'autres notabilités, s'est rendue à Paris où elle a été reçue par toutes les personnalités qui expriment « l'union sacrée » de la nation tout entière.

Elle a été présentée, d'abord, au Président de la République à qui elle a dit l'antique attachement et la sympathie enthousiaste de l'Irlande pour la France qui défend, avec ses alliés, la civilisation, la liberté, le droit menacés par la plus oppressive domination de l'histoire.

Elle a été présentée, ensuite, au cardinal Amette, archevêque de Paris, à qui elle a dénoncé, au nom des catholiques, les crimes et les sacrilèges commis par les armées allemandes sur les femmes, les enfants, les prêtres, les symboles de la foi.

Dans un banquet présidé par l'ambassadeur du Royaume-Uni d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et par M. Léon Bourgeois, ancien président de la Chambre et ancien président du Conseil des Ministres,

l'homme d'État qui a représenté la France avec tant d'autorité dans les conférences de La Haye, les députés français et les députés irlandais ont affirmé, dans le plus noble et le plus ferme langage, leur dévouement à la cause qui les réunissait.

Pour apprécier l'importance, le caractère élevé de cette manifestation, il faut se rappeler les conditions politiques si différentes de l'un et de l'autre peuple. Tout cela a disparu dans le culte commun de la liberté, dans l'aversion commune pour le règne de la force brutale.

Il n'est pas un Irlandais dans le monde, il n'est pas un catholique dans l'esprit et dans le cœur duquel ne doivent longuement retentir l'écho de paroles comme celles qu'on va lire.

La délégation irlandaise était conduite par :

M. O'CONNOR, membre de la Chambre des Communes, chef de la délégation;

Elle était composée de :

MM.

Joseph DEVLIN, membre du Parlement, président de l'Ordre ancien des Hiberniens;

T. H. GALLAGHER, lord-maire de Dublin;

CONDON, membre du Parlement, maire de Clonmel-Tipperary;

J. J. DONOVAN, membre du Parlement, secrétaire des « Volontaires nationalistes »;

J.-D. NUGENT, secrétaire de l'Ordre ancien des Hiberniens;

MM.

HUGHES LAW, membre du Parlement;

SCANLAN et KEATING, membres du Parlement;

RONAYNE, WADE et FLANAGAN;

Le P. John Mac MULLAN, provincial des Passionnistes;

T.-J. HANNA, secrétaire de M. John Redmond, chef du parti Irlandais à la Chambre des Communes, retenu à Londres par la maladie.

Les Irlandais ont été reçus d'abord en un déjeuner intime chez M. Georges Leygues, ancien ministre, président du Comité d'action et d'information à l'étranger, avec les Parlementaires français, membres de ce Comité. Ils ont été présentés ensuite par M. Henry Franklin-Bouillon, député, vice-président de la Commission des Affaires extérieures, à M. Viviani, président du Conseil, qui a tenu à présenter lui-même la délégation à M. le Président de la République.

RÉCEPTION

A LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

M. P. O'Connor a lu au Président de la République, au nom de M. Redmond et du parti irlandais, l'Adresse suivante :

Monsieur le Président,

Nous, membres du parti parlementaire irlandais et représentants de l'Irlande, nous désirons, à l'occasion de notre visite en France, vous présenter nos profonds respects, à vous personnellement, ainsi qu'au premier magistrat de votre grand pays.

Il n'est point nécessaire de vous rappeler, Monsieur le Président, les liens étroits de parenté et d'affection qui ont toujours si fortement uni les peuples de France et d'Irlande. Constituant nous-mêmes un des rameaux de la race celte, comment aurions-nous oublié que la France est le plus grand des pays celtiques ?

Ces liens du sang ont été fortifiés par l'étroite association de votre peuple et du nôtre à travers les siècles de leur histoire. La vieille querelle centenaire entre l'Angleterre et l'Irlande a heureusement pris fin ; aussi, d'un même élan, avec toutes les autres nations de l'Empire britannique, le peuple d'Irlande, fidèle à son passé, s'est dressé pour défendre la cause sacrée de la liberté et de la justice : il veut assurer le triomphe du principe des nationalités et des droits des petites nations pour lesquelles combattent aujourd'hui les alliés.

Lorsque, autrefois, nos chefs héroïques furent contraints de s'exiler de leur pays, ils cherchèrent instinctivement un refuge en France. Et la France leur fit un accueil digne de la grandeur de son esprit et de la bonté de son cœur. Elle considéra nos enfants comme ses propres enfants. C'est ainsi que bien des nôtres figurent parmi ses hommes d'État illustres. Nous rappellerons pour ne mentionner que le plus connu peut-être, votre distingué prédécesseur, le maréchal Mac-Mahon. Les soldats irlandais trouvèrent une place dans les rangs de votre vaillante armée. Nous conservons avec fierté le

souvenir de la brigade irlandaise comme de l'une des troupes les meilleures et des plus braves que le monde ait vues. Et c'est une tradition parmi nous que plus d'une fois le courage intrépide de ces exilés irlandais permit de changer le sort des batailles.

L'affection que nous accordions à la France pendant les jours de gloire et de continuels succès n'a fait que s'accroître au cours des épreuves qu'elle subit pendant la seconde moitié du siècle dernier. Le cœur de notre peuple fut rempli d'angoisse quand nous vîmes que le principe sacré des nationalités et que les droits les plus élémentaires de l'homme étaient foulés aux pieds par l'annexion brutale des populations d'Alsace et de Lorraine, arrachées à un pays qu'elles adoraient et qu'elles ont continué d'adorer. Nous n'avons jamais cessé d'espérer qu'un jour viendrait où le respect du droit et de la liberté humaine s'imposerait au monde. Nous saluons dès maintenant l'heure où ces principes vont s'affirmer comme supérieurs aux mitrailleuses ou au militarisme brutal.

Nous tenons à déclarer hautement, Monsieur le Président, que la libération de l'Alsace-Lorraine ne sera accueillie nulle part avec plus d'enthousiasme qu'en Irlande.

L'insolente tentative faite pour porter une nouvelle atteinte à la nation française, l'intention mal déguisée de s'emparer de quelques-unes de ses plus belles provinces, — car c'est là le motif véritable de l'agression dont vous avez été victimes, — a fait naitre dans le peuple irlandais des sentiments de profonde indignation. D'ailleurs, nous sommes toujours restés convaincus qu'une telle iniquité était impossible dans le monde moderne, civilisé et libre.

Nous avons été tout aussi fiers que vous pouvez l'être vous-mêmes de voir que cette dernière invasion s'est brisée contre l'énergie indomptable et l'héroïsme du peuple français. Nous savons qu'elle sera bientôt repoussée et si complètement qu'un tel danger ne pourra jamais plus menacer votre grand pays et enrayer son développement pacifique. Ce sera l'orgueil des générations irlandaises de songer que des soldats de leur race ont pris part à cette lutte héroïque et ont versé leur sang côte à côte avec les valeureux soldats de toutes les nations alliées, pour défendre la France et assurer le triomphe du Droit et de la Liberté.

Le sentiment du danger commun, des traditious communes, la conscience d'appartenir à une même grande civilisation, à ce pays

où rayonnent l'intelligence, la noblesse, la beauté, ont uni chez vous toutes les classes, toutes les croyances : elles combattent côte à côte à cette heure : les souvenirs anciens des querelles mortes se sont effacés. En vérité, jamais nation ne donna au monde un plus admirable exemple.

Aujourd'hui, de toutes les lèvres, en France, s'échappe le même cri immortalisé par votre histoire : « Vive la France une et indivisible ! »

Ce cri, toute la race irlandaise le fera retentir demain dans le monde.

M. Poincaré, Président de la République a répondu :

Messieurs,

Je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue sur cette terre de France qui n'a jamais laissé dépérir, sous la riche floraison de la civilisation latine, la puissante sève de notre race commune et dont les habitants ont, comme vous, conservé intacts, à travers les âges, les traits essentiels du caractère celte.

Les souvenirs que vous évoquez nous sont aussi chers qu'à vous-mêmes. L'histoire a resserré, entre l'Irlande et la France, les liens noués par la parenté et chaque siècle, en passant, nous a plus étroitement unis.

La guerre actuelle sera la consécration définitive et solennelle de notre fraternité. Ce sang que nous ont donné les mêmes ancêtres, les enfants de nos pays le versent aujourd'hui avec le même courage, dans les mêmes combats, contre les mêmes ennemis, pour la même cause sacrée, celle de l'honneur national et de la liberté. Ils seront bientôt récompensés par les mêmes victoires.

Recevez, Messieurs, mes meilleurs vœux pour vos personnes, ainsi que pour la belle et vaillante Irlande.

A L'ARCHEVÊCHÉ DE PARIS

En sortant du Palais de l'Élysée, la délégation irlandaise s'est rendue auprès de Monseigneur Amette, cardinal-archevêque de Paris.

C'est M. Joseph Devlin, membre du Parlement et Président de l'Ordre ancien des Hiberniens, qui a lu l'adresse au Cardinal :

A Son Éminence le Cardinal Amette, Archevêque de Paris.

A notre réunion annuelle, nous, membres de l'ancien Ordre des Hiberníens, l'une des organisations catholiques les plus anciennes et les plus répandues dans le monde, nous avons décidé qu'il était de notre devoir d'offrir à Votre Éminence l'expression de la profonde sympathie ressentie pour votre beau pays, dans cette heure d'épreuve, par les membres de notre Société.

Les liens d'affection entre votre pays et le nôtre ont existé depuis des âges reculés, presque depuis le commencement de votre pays et du nôtre. Pendant des siècles, et aux heures les plus sombres de persécution et de souffrance par lesquelles nous avons passé pour notre foi et notre pays, nous avons toujours persisté à rêver que le secours viendrait de la France. Ce sentiment est exprimé dans des chants qui sont encore chantés par notre peuple et qui prouvent la continuité des relations de sympathie et de confiance existant entre nos deux peuples. Nous avons suivi avec la même sympathie les souffrances de votre nation pendant la guerre de 1870. Nous avons souffert autant qu'aucun Français de la folie et du crime commis par ceux qui ont arraché du sein sanglant de la France les provinces d'Alsace et de Lorraine, dont le peuple restait et entendait rester français.

Plusieurs de vos concitoyens qui ont pris part aux événements de 1870 — et notamment votre illustre concitoyen, M. Denys-Cochin — se souviendront qu'à la fin de la guerre une délégation française vint en Irlande pour remercier notre nation de sa sympathie pour la France à l'heure de ses épreuves. Ces Français gardent, encore

aujourd'hui, nous en sommes sûrs, un souvenir vivant de leur réception — la plus imposante et la plus affectueuse qu'un visiteur ait jamais reçue du peuple de Dublin. Dans la suppression du droit suprême de toute population de choisir son pays et son gouvernement que constituait l'annexion de l'Alsace-Lorraine, nous avons vu un outrage contre ce principe des nationalités pour lequel l'Irlande elle-même a lutté pendant sept longs siècles.

Les conditions d'aujourd'hui sont différentes, pour votre pays comme pour le nôtre. Après des siècles de malentendu et de conflits militaires et diplomatiques entre vous et l'Empire britannique, vous et l'Empire britannique êtes maintenant unis dans une grande alliance pour la justice et la liberté.

Dans la même voie, la concession qui nous a été faite par le Parlement impérial du droit de nous gouverner nous-mêmes, a réconcilié les masses de notre peuple avec les masses du peuple de l'Empire. L'Entente cordiale de la France et de la Grande-Bretagne voit ainsi, à la même heure, se produire l'Entente cordiale de l'Irlande et de l'Empire britannique. Si, dorénavant, nous ne jetons plus un regard vers la France pour l'implorer en faveur de notre liberté, ce n'est pas une raison pour que nous oubliions les preuves innombrables d'assistance et de sympathie qu'elle nous a données dans le passé.

Par instinct et sans hésitation, nous avons senti que cette guerre a été imposée à la France qui est peut-être la nation la plus pacifique du monde, dans le même esprit de cruelle agression et d'arrogance qui a inspiré l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Nous avons compris, aussi vite qu'aucun Français, que le succès de cette nouvelle invasion serait non seulement l'annihilation de l'indépendance et de la grandeur de la France, mais encore un coup mortel porté à tous les peuples qui veulent vivre libres ; comme nationalistes, nous ne pouvions donc pas hésiter un moment à nous ranger aux cotés de la France.

Bien que cette adresse émane de catholiques et soit adressée à un prince de l'Église, nous n'avons pas le désir de lui donner un caractère de secte ; mais nous ne pouvons éviter, comme catholiques, de remarquer que nous avons été profondément troublés par le récit des cruautés et des actes sacrilèges qui ont été commis par les troupes allemandes sur des hommes et des femmes de la même foi que nous,

et sur les monuments et les symboles sacrés de nos églises. Nous avons lu avec horreur l'exécution en masse de prêtres, de civils, de femmes et même d'enfants qui ont eu lieu en Belgique. Nous avons lu comment Louvain, où des milliers de nos étudiants et de nos prêtres irlandais ont reçu leur instruction à l'époque où des restrictions étaient imposées aux catholiques irlandais, a été rasé jusqu'au sol. Nous avons appris avec horreur la destruction dont a été menacée la cathédrale de Reims — un temple rendu sacré pour tout homme civilisé, non seulement par sa triomphale beauté artistique, mais par son association avec tant d'événements historiques de la vie de la France. Nous devons ajouter que ces atrocités ont éveillé d'un bout à l'autre de notre pays dans les cœurs protestants, la même indignation que dans les nôtres.

Par ce que nous avons lu dans les déclarations de Votre Eminence et d'autres interprètes qualifiés de la pensée catholique, parmi lesquels le grand homme d'Etat qui vient de disparaître, M. le comte de Mun, nous savons que cette heure, alors que l'existence de la France est menacée, a fermé l'ère des difficultés intérieures dans votre pays comme ailleurs ; que toute cause de discorde s'est trouvée apaisée sur le terrain politique et que les Français professant les vues les plus opposées, ont souffert et sont tombés côte à côte pour la défense de la haute et brillante civilisation française.

Nous avons appris combien de milliers de prêtres de votre Eglise, qui est la nôtre, sont fiers de tenir leur place dans le rang de ceux qui combattent pour la défense de leur chère patrie. Nous avons appris combien de milliers de religieuses et de sœurs de charité veillent auprès des lits des blessés et des mourants, soit pour les conduire vers la guérison, soit pour apaiser leurs souffrances.

Eminence, nous partageons entièrement la confiance justifiée de votre pays dans la victoire finale de la France et de ses alliés, dans le retour à la mère-patrie des provinces perdues, dans la cessation définitive des guerres d'agression et d'invasion contre votre sol qui sera désormais à l'abri de tels périls. Nous associons entièrement votre cause et celles des alliés avec la nôtre. Nous croyons fermement que le succès des alliés marquera une étape nouvelle dans la voie qui doit mettre l'humanité à l'abri du militarisme et de la barbarie ; et bien que votre pays, à l'égal des peuples de l'Empire britannique, y compris le nôtre, ait encore à traverser un océan de tribu-

lations, notre foi dans l'avenir est invincible ; nous marchons à une ère nouvelle de progrès et de fraternité humaine.

Nous restons, avec un profond respect et une affection profonde, vos fidèles coréligionnaires irlandais.

Son Éminence le Cardinal Amette a répondu :

MESSIEURS,

Je suis profondément touché de la démarche que vous accomplissez et des nobles sentiments que vous venez de m'exprimer. Je vous en remercie du fond du cœur, j'ose dire au nom de la France tout entière, et spécialement au nom de l'Eglise de France, que j'ai l'honneur de représenter dans cette capitale.

Vous avez raison de le dire, Monsieur le Président, l'Irlande et la France sont unies par une sympathie bien des fois séculaire, aussi ancienne que leur histoire. Les raisons de cette sympathie, elles sont faciles à trouver. C'est d'abord une certaine ressemblance de caractère : l'esprit chevaleresque, la générosité, la bravoure qui les distinguent l'une et l'autre. C'est aussi, c'est surtout, l'identité de leur foi. Il y a quelque chose qui unit les âmes et les peuples plus que la communauté de la race et du sang, plus que la communauté des intérêts ; c'est la communauté des croyances, et elle existe entre vous et nous. Vous êtes l'Irlande catholique et nous sommes, nous restons la France catholique, la fille aînée de l'Eglise.

Nous aimons à nous rappeler que l'apôtre qui évangélisa votre pays, saint Patrice, selon la tradition qui a nos préférences, était né dans notre vieille Armorique, et qu'il fut le disciple de deux de nos grands saints Evêques de France, Martin de Tours et Germain d'Auxerre. Nous avons donc de communs ancêtres dans la foi.

A travers les siècles, notre sympathie mutuelle n'a cessé de s'affirmer. Elle s'est manifestée surtout aux heures d'épreuve ; n'est-ce pas dans l'épreuve que l'on reconnaît ses vrais amis ?

Lorsque l'Irlande eut à souffrir pour garder la pureté de sa foi, la France fut pour elle fraternelle et secourable ; nous en avons pour témoins des institutions encore subsistantes — ce séminaire des Irlandais, par exemple — que nous gardons à Paris avec affection et fierté, où, depuis plusieurs siècles, des fils de l'Irlande, l'élite de la se jeunes cléricale, viennent se préparer au sacerdoce.



Les Députés Irlandais, le Gouvernement et les Députés Français.

[illegible] notre foi dans l'avenir est invincible, nous marchons [illegible] [illegible] de progrès et de fraternité humaine.

[illegible] avec un profond respect et une affection profonde [illegible] légionnaire irlandais.

[illegible] le Cardinal Amette a répondu :

M[illegible],

Je suis profondément touché de la démarche que vous accomplissez [illegible] aimables sentiments que vous venez de m'exprimer. Je vous [illegible] du fond du cœur, j'ose dire au nom de la France tout entière et spécialement au nom de l'Église de France, que j'ai [illegible] représenter dans cette capitale.

Vous avez raison de le dire, Monsieur le Président, l'Irlande et la France sont unies par une sympathie bien des fois séculaire aussi ancienne que leur histoire. Les raisons de cette sympathie, elles sont bien faciles à trouver. C'est d'abord une certaine ressemblance de caractère, l'esprit chevaleresque, la générosité, la bravoure qui les distinguent l'une et l'autre. C'est aussi, c'est surtout l'identité de leur foi. Il y a quelque chose qui unit les âmes et les peuples plus que la communauté de la race et du sang, plus que la communauté [illegible] [illegible] c'est la communauté des croyances, et elle existe entre [illegible] [illegible] vous êtes l'Irlande catholique et nous sommes [illegible] la France catholique, la fille aînée de l'Église.

[illegible] à nous rappeler que l'apôtre qui évangélisa [illegible] [illegible] la France selon la tradition qui a nos préférences était [illegible] de notre vieille Armorique, et qu'il fut le disciple de deux de nos [illegible] Évêques de France, Martin [illegible] et Germain [illegible]. [illegible] vous donc de communs ancêtres dans la foi [illegible].

[illegible] [illegible] cette sympathie mutuelle n'a cessé de s'affirmer [illegible] surtout aux heures d'épreuve, n'est-ce [illegible] que l'on reconnaît ses vrais amis [illegible].

[illegible] souffrir pour garder la pureté de sa foi [illegible] fraternelle et secourable, nous en avons [illegible] encore subsistantes — ce séminaire [illegible] que nous gardons à Paris avec affection [illegible] plusieurs siècles des fils de l'Irlande, l'élite [illegible] venaient se préparer au sacerdoce.



Photo Henri Manuel

Les Députés Irlandais, le Gouvernement et les Députés Français.



Photo Illustration

LES DÉPUTÉS IRLANDAIS REÇUS PAR S. E. LE CARDINAL AMETTE.

Et à son tour, lorsque la France connut l'épreuve, l'Irlande lui tendit la main. Vous avez rappelé comment, dans la terrible guerre de 1870, l'Irlande sut trouver, dans sa pauvreté même, des trésors pour venir en aide à nos détresses. M. le député Cochin était alors un jeune Français qui venait de se distinguer sur le champ de bataille, devançant ainsi ses héroïques fils, dont l'un tombait récemment au champ d'honneur. Vous avez rappelé comment il alla en Irlande, après la guerre, vous porter le témoignage de la gratitude française. Il n'a sûrement pas oublié l'accueil chaleureux qui lui fut fait alors, ainsi qu'à ceux qui l'accompagnaient. Ce souvenir reste bien vivant dans son esprit et son cœur.

Et maintenant, c'est sur les champs de bataille que l'Irlande et la France sont de nouveau unies pour la défense de la même cause. Ce n'est pas la première fois ; un historien a écrit que, dans le cours des siècles, plus de 700.000 Irlandais ont versé leur sang pour la France sur tous les champs de bataille du monde. Et nous ne saurions oublier que le chef éminent, qui commande les troupes britanniques venues au secours de la Belgique égorgée et de la France envahie, est un fils d'Irlande. L'Irlande se glorifie d'avoir donné le jour au maréchal French.

Ainsi unis dans le passé et dans le présent, soyons forts dans notre confiance.

Vous avez justement caractérisé la guerre actuelle. Vous l'avez caractérisée dans ses origines : c'est la suite du coup de force qui a arraché au flanc de la France ses deux provinces d'Alsace et de Lorraine, restées françaises d'âme et de cœur. Cette guerre, ni vous, ni nous, nous ne l'avons voulue, ni cherchée, ni provoquée. Les documents diplomatiques publiés par votre Gouvernement et par le nôtre le démontrent avec une évidence plus claire que le jour. Cette guerre, injuste dans ses origines, est, en outre, poursuivie par nos adversaires, avec une cruauté, une barbarie, j'ose dire une impiété sacrilège, que je vous sais gré d'avoir stigmatisées.

Parce que notre cause est juste, et parce que nos ennemis nous combattent avec des armes que réprouve aussi bien la morale naturelle que la morale chrétienne, nous devons avoir une confiance invincible dans notre succès final.

Je vous remercie d'avoir salué l'union merveilleuse, que nous appelons en France l' « union sacrée », et que la guerre a, en un

instant, réalisée parmi nous. Vous l'avez dit d'ailleurs, en cela encore l'Irlande s'est montrée notre émule. On a vu ses fils, auxquels l'Angleterre venait d'accorder le complément de leur affranchissement, accourir loyalement dans les armées britanniques. De même, oubliant les divisions de la veille, et, pour plusieurs, des griefs trop justifiés, tous les Français se sont levés comme un seul homme et se sont rangés autour de ceux auxquels était échu le périlleux honneur de tenir le drapeau.

Le clergé a donné l'exemple de ce loyalisme et de ce dévouement. Il s'est soumis sans plainte, avec la permission de l'Église, à la loi qui, contrairement à ses immunités séculaires, l'astreint au service militaire. Prêtres et lévites, aumôniers, brancardiers, combattants même, tous sont allés prendre leurs places dans les rangs de l'armée. Tous y ont accompli leur devoir avec un courage qui s'est élevé souvent jusqu'à l'héroïsme. Plus de six cents sont tombés au champ d'honneur. De l'avis de leurs chefs, leur influence n'a pas peu contribué à soutenir le moral de nos troupes.

Ce que la religion a fait ainsi pour la patrie n'a pas été perdu pour la cause de la religion.

Nos prêtres à l'armée ont ranimé la foi, suscité la prière, ramené beaucoup d'âmes à Dieu. On peut dire, en vérité, qu'aujourd'hui l'armée française n'est pas seulement une armée admirablement vaillante, c'est dans son ensemble une armée chrétienne, et ce n'est pas là le moindre des motifs de notre confiance en la victoire.

Nous avons confiance, sans doute, dans la force et la vaillance de nos troupes et de celles de nos alliés ; nous avons confiance dans l'habileté, le sang-froid, la fermeté de nos généraux ; mais, j'ose le dire, nous avons plus confiance encore dans le secours de Celui qui, tôt ou tard — vous le savez bien, ô Irlandais ! — assure le triomphe de la justice. Nos ennemis osent, en toute occasion, se réclamer du nom de Dieu. Ils prétendent qu'il est avec eux, mais leurs actes démentent leurs paroles. Dieu n'est pas avec la barbarie, avec la cruauté, avec l'impiété sacrilège. Dieu est avec ceux qui luttent et souffrent pour le droit, la justice, la liberté. Et voilà pourquoi la confiance que vous exprimiez tout à l'heure est la nôtre : nous avons l'espérance, la certitude que, bientôt, nous pourrons chanter ensemble le *Te Deum* de la victoire.

LE BANQUET FRANCO-IRLANDAIS

Le lendemain, 1er mai, un banquet réunissait, avec les délégués du peuple irlandais, les représentants du peuple français, et du Gouvernement de la France. M. Léon Bourgeois, président de la Commission des Affaires extérieures du Sénat, et sir Francis Bertie, ambassadeur d'Angleterre, présidaient, ayant à leurs côtés le représentant de M. le Président de la République, M. Viviani, président du Conseil, M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, les représentants de M. le Ministre de la Guerre et de M. le Ministre de la Marine, plusieurs anciens présidents du Conseil, un grand nombre d'anciens ministres, les membres de la Commission des Affaires extérieures du Sénat et de la Chambre, les présidents et les rapporteurs des grandes Commissions parlementaires, le Gouverneur militaire de Paris, le Président du Conseil municipal de Paris, le Président du Conseil général de la Seine, le Préfet de la Seine, le Préfet de police, le recteur de l'Université, les représentants du Syndicat de la Presse étrangère et du Syndicat de la Presse française, etc.

Voici les discours qui ont été prononcés en cette occasion mémorable, au milieu de l'enthousiasme fraternel des Irlandais et des Français :

DISCOURS DE M. Léon BOURGEOIS

Messieurs,

Au nom de la Commission des Affaires extérieures de la Chambre, qui a pris l'initiative de cette réunion, au nom de la Commission des Affaires extérieures du Sénat, qui s'est aussitôt et unani-

mement associée à cette heureuse pensée, j'ai le grand honneur de souhaiter la cordiale bienvenue du Parlement français aux membres du parti parlementaire irlandais et aux représentants de l'Irlande.

Messieurs, votre visite à Paris, dans les circonstances présentes, sera considérée, aussi bien en France que dans toute l'étendue de l'Empire britannique, comme ayant la plus haute signification morale. C'est là ce qu'ont entendu affirmer, en acceptant notre invitation, M. le président du Conseil et M. le ministre des Affaires étrangères, que je suis heureux de saluer ici, et c'est aussi ce qui motive la présence à notre table de Son Excellence M. l'ambassadeur d'Angleterre, notre grand et cher ami Sir Francis Bertie, auquel nous adressons l'hommage de notre vive gratitude.

Messieurs,

Dans l'adresse que vous lisiez hier devant M. le Président de la République, vous rappeliez les liens de parenté et d'affection qui ont toujours si fortement uni les peuples de France et d'Irlande, et vous nous disiez avec émotion que la France avait plus d'une fois considéré les enfants de votre pays comme ses propres enfants. Aujourd'hui, c'est vous qui venez nous apporter le plus noble et le plus désintéressé des concours. Dans un esprit d'étroite et fidèle union avec tous les peuples de l'Empire britannique, le peuple irlandais vient, suivant vos propres expressions, « de se dresser pour défendre la cause sacrée de la liberté et de la justice » ; il vient défendre avec les alliés le droit de toutes les nations à l'indépendance et à la vie.

Vous avez compris que la guerre qui ensanglante aujourd'hui l'Europe ne ressemble à aucune de celles qui l'ont précédée. Pour trouver quelque chose qui lui soit comparable, il nous faut remonter jusqu'à ces temps antiques où la Grèce, à Marathon et à Salamine, sauvait des attaques de la barbarie asiatique la civilisation merveilleuse où était né et où se développait, sous l'égide de Minerve, le culte du droit, de l'indépendance humaine et de la beauté.

Sur toute la surface de l'Europe, c'est aujourd'hui la même lutte qui recommence. Toutes les forces de violence sont déchaînées, et l'horreur du spectacle qu'elles nous offrent est d'autant plus grande

qu'elles mettent au service de l'œuvre tout ce que la science avait semblé créer pour la vie meilleure de l'humanité. Mais elles ont, par là même, provoqué dans le monde un mouvement d'indignation, une volonté de résister et de vaincre où s'unissent chaque jour davantage tous ceux que révolte l'injustice et que passionne la liberté.

Dans cette adresse, que je citais tout à l'heure, vous nous montriez avec éloquence comment la Grande-Bretagne et l'Irlande se sont unies d'une même pensée et d'une même volonté dans l'idée supérieure du droit. C'est cette idée supérieure du droit qui, pour le salut de l'indomptable Serbie, pour la résurrection de la Belgique, héroïque martyre, a formé entre la France et la Grande-Bretagne le lien qui les unit si étroitement aujourd'hui; c'est elle qui a donné à la Triple-Entente sa raison d'être et qui accroît chaque jour sa force matérielle et sa force morale; c'est elle qui, chaque jour, dans les pays neutres, augmente le nombre des partisans de notre grande cause et peut, prochainement peut-être, lui amener encore de nouveaux alliés.

Et de même qu'entre toutes les nations libres tend à se faire de plus en plus cet accord qui prépare pour l'Europe et pour le monde l'organisation d'une véritable Société des Nations, de même, dans chacun des Etats, se produit ce que j'appellerai une alliance intérieure, qui, suspendant les luttes séculaires des partis, a fait triompher partout, sur les penchants de division et de lutte, un sentiment supérieur à tout, celui de la solidarité nécessaire de tous les esprits libres et de tous les cœurs généreux.

Vous nous montriez hier à quel point cette solidarité s'était formée sur la terre d'Irlande : protestants et catholiques, hommes de tous les partis et de toutes les opinions s'étaient rencontrés pour condamner les violences dont Louvain et Reims sont les plus illustres victimes. Croyez bien qu'en France, comme dans la Grande-Bretagne, la même union morale, affirmée dès le premier jour de la guerre, s'est maintenue et se maintiendra jusqu'au bout sans que rien puisse l'ébranler.

Il semble, Messieurs, que depuis ces neuf mois où la souffrance humaine a paru, sur tant de points, toucher à ses extrémités, où l'idée de la mort s'est faite présente à toute heure et à tous, ce qu'il y a de meilleur en chacun des hommes ait pris souverainement

possession de leur volonté. Au milieu de tant de héros, l'idée du sacrifice s'empare de nous. Ne pensons-nous pas chaque jour, à tous les instants, à ces milliers de combattants qui, dans vos tranchées et dans les nôtres, patiemment, inlassablement, multipliant les exemples d'héroïsmes, sous la rafale de fer et de feu, s'offrent au premier signal de leur chef, et sans hésiter, à la mort.

Lorsque dans une nation tant d'hommes sont prêts à donner leur vie pour l'accomplissement du devoir suprême, n'a-t-on pas le droit de compter, dans cette nation tout entière, sur la volonté d'accomplir tous les autres devoirs ? Et voici qu'en effet les œuvres se multiplient, dans lesquelles chacun s'ingénie à donner à tous ceux qu'a frappés la guerre le meilleur de ses ressources, de son temps, de son dévouement. Une âme commune se dégage peu à peu de cette sorte d'élévation de toutes les âmes ; Messieurs, il faut que cette âme commune survive à la crise terrible où elle a pris conscience d'elle-même, il faut qu'elle continue à animer de son souffle tout puissant l'humanité !

Sachons vouloir, et sous un ciel que ne menaceront plus les orages, dans une Europe où sera rétablie la paix, — et nous entendons par là la paix véritable, celle qui résultera de la victoire définitive des forces de la civilisation sur celles de la barbarie, — pourra se développer librement, l'homme de demain, dans l'entière liberté de ses opinions et de ses croyances, dans le respect assuré de tous ses droits et dans l'accomplissement de tous ses devoirs.

Messieurs, quelque temps avant cette guerre effroyable, il semblait que cette terre promise était bien loin de nous. Aujourd'hui, au milieu même des pires souffrances, ne voyez-vous pas que nous nous en sommes rapprochés ? Je ne puis pas m'empêcher de me rappeler le chant populaire venu de votre terre d'Irlande et qui est passé sur les lèvres de nos soldats comme des vôtres : « Il y a loin, bien loin, bien loin, d'ici à Tipperary. » Tipperary, n'entendiez-vous pas par là la terre promise où Paddy devait rencontrer la paix et le bonheur ? Le chemin n'est peut-être plus si long pour l'humanité tout entière d'ici à Tipperary.

DISCOURS DE M. T. P. O'CONNOR

Membre de la Chambre des Communes, Président de la Delegation irlandaise

Monsieur le Président,

Vous comprendrez l'émotion profonde que mes amis et moi nous ressentons de l'accueil si cordial que nous avons reçu ici.

Que mes premières paroles soient pour vous dire, au nom du parti irlandais que je représente, que les souvenirs de ces journees ne s'effaceront jamais de notre mémoire.

Nous sommes venus en France à l'heure où nous sentions qu'il était de notre devoir d'affirmer plus hautement que jamais l'unanimité de la race irlandaise en face du péril qui menace la civilisation.

Hier, nous présentions l'expression de nos hommages au premier magistrat de votre pays, entouré du respect du monde entier. A la même heure, comme catholiques, nous tenions à apporter au cardinal-archevêque de Paris la protestation des Irlandais catholiques contre les abominables cruautés dont vos populations ont été victimes dans cette guerre sacrilège.

Comment, en effet, le cœur, la conscience de tout homme droit ne seraient-ils pas révoltés par les faits dont on a en vain contesté la véracité ?

La race irlandaise a toujours voué à la France une affection que celle-ci lui a pleinement rendue. A l'heure d'épreuve que traverse votre pays, les Irlandais éprouvent une fierté nouvelle de se voir associés à vos luttes, côte à côte, avec tous les glorieux alliés qui soutiennent aujourd'hui le combat de la civilisation contre la barbarie.

Je saluais hier, au passage, avec émotion, les troupes admirables que chaque jour vous lancez au front, soutenues par l'enthousiasme légendaire de votre race. Comment ne pas avoir le cœur serré à l'idée que tous ces hommes, la fleur de votre race, se voient ainsi envoyés vers la plus glorieuse, mais la plus cruelle des destinées.

Et que demandaient-ils, après tout, ces jeunes hommes, si ce n'est simplement de vivre libres, de travailler dans la sérénité de la

paix au développement de leur grand pays et au triomphe des idées qui ont fait sa force dans l'histoire du monde.

Mais voici qu'une force mauvaise, une volonté de mal, de parti pris, a lancé le monde dans la voie de la guerre. Avec une sérénité parfaite, avec un courage inégalable, ces mêmes hommes, qui avaient rêvé d'un idéal pacifique, se sont dressés pour répondre à l'insolente provocation de l'ennemi et sauver contre lui l'idéal de la justice, du droit et de la fraternité humaine.

Comme l'a si admirablement dit votre Président du Conseil : vous étiez sans reproche, vous êtes sans peur.

Nous aussi, de notre côté, nous avons vraiment fait tout l'effort qui était possible. Par millions, les volontaires ont afflué dans notre armée. Riches, pauvres, tous ont fait assaut de patriotisme. Il fallait tout créer, on a tout créé. Et aussi vite que vous, notre pays a senti que nous devions tout donner, absolument tout, dans une lutte qui n'engage pas seulement les intérêts des peuples, mais qui engage d'abord leur honneur, l'honneur de toute la civilisation, l'honneur de la race humaine.

Ce n'est pas à nous à insister sur ce que nous avons fait, sur ce que nous voulons faire encore. Laissez-moi seulement vous dire qu'aujourd'hui, non seulement en Irlande, mais d'un bout à l'autre de l'Empire britannique, il n'y a plus qu'une volonté, qu'une âme : il n'y a qu'un but : la victoire.

Avant mon départ, je parlais à la Chambre des Communes avec des membres de tous les partis, ceux-là même qui, dans cette terrible guerre, venaient de voir disparaître leur fils, leur frère, tout ce qu'ils avaient de cher au monde. Sans une plainte, ils me disaient, pour que je vous la transmette, la volonté de la nation tout entière d'aller jusqu'au bout. Oui, quoi qu'il puisse nous en coûter, nous sommes prêts à tous les sacrifices ; il s'agit de sauver la civilisation ; nous irons jusqu'au bout.

DISCOURS DE M. DENYS-COCHIN

Député de Paris.

MESSIEURS,

Permettez-moi d'abord de vous saluer, et au nom des députés de Paris, de vous souhaiter la bienvenue.

Députés de l'Irlande, que de pensées éveillent chez nous ces mots ! Que de liens entre nos pays, nos races, nos croyances ! Mon enfance a entendu les louanges d'O'Connell, célébré par mon père et ses illustres amis Montalembert, l'évêque d'Orléans, le Père Gratry. Dans ma première jeunesse, j'ai fait à travers votre pays, ainsi que M. Devlin voulait bien le rappeler hier, un voyage féérique, inoubliable. Ce fut à Dublin, à Cork, et dans vos campagnes aussi, dans le comté de Powerscourt, à travers les montagnes et au bord des lacs charmants de Killarney. Au devant de nous accourait le peuple entier des villes avec des drapeaux et des chants : *St Patrick's Day*, ou bien *Champ, Champ, the boys-are marching*. Je vois encore les lord mayors et les aldermen avec leurs cortèges traditionnels. Et j'entends encore de belles et nobles harangues, enflammées de l'amour de la France et de la liberté. Un de vos précurseurs de ces temps lointains nous accompagnait, son éloquence est restée vivante en mes souvenirs, il s'appelait O'Sullivan.

Quand nous approchâmes de Killarney, la nuit tombait. Le peuple poussait des hurrahs et avait allumé de grands feux sur les collines. Depuis deux heures, des paysans suivaient nos voitures, montés sur des chevaux de votre pays, sellés et bridés à la diable, mais si beaux, de si belle allure, que j'avais prié un des maitres de me prêter sa monture et de prendre ma place en carrosse, ce qu'il avait fait le plus gentiment du monde. A l'entrée de Killarney, devançant notre cortège, j'arrêtai mon coursier ; devant une foule muette, un homme plein de dignité nous attendait.

Quel est, me dis-je, ce personnage ? Le Lord Lieutenant, où le plus grand seigneur du comté ? Non, ce roi du pays ne possédait ni un titre officiel, ni un acre de terre, mais c'était le chef du clan auquel tous appartenaient ; on l'appelait The O'Donoghue.

J'en aurais long à conter sur un trop court voyage et la vivacité de mes souvenirs ne vous surprendra pas quand vous saurez que, bien que déjà vieux soldat, j'ai vu luire le jour de mes vingt ans en Irlande. Vous pensez que ce n'est pas à moi que s'adressaient tant d'acclamations. M. de Lesseps, M. le comte de Flavigny, d'autres personnages encore avaient été au nom de la Croix-Rouge remercier l'Irlande de ses envois généreux à la France blessée. Mon père avait obtenu pour moi une petite place de dernier secrétaire de l'ambassade. J'eus la surprise cependant de recueillir quelques

acclamations personnelles. Je ne sais qui ayant raconté que j'avais été, à Villersexel et à Héricourt, porte-fanion du vaillant et infortuné Bourbaki, j'entendais de joyeux et aimables cris de : Long live, the Standard Bearer !

Standard Bearer. Ce n'est pas du tout en cette qualité, Messieurs, et chers collègues d'Irlande, que je me présente à vous aujourd'hui.

Je ne pourrais plus occuper cette fonction que dans un parti politique. Or, nos partis politiques sont en congé et leurs couleurs se sont lavées et déteintes aux intempéries de la guerre. Nous n'avons qu'un drapeau, celui qui de Calais à Belfort a conquis tant de gloire nouvelle et qui va reprendre sa place à Strasbourg et à Metz.

Mais j'ai compris pour quelle raison vous êtes venus. Vous êtes venus, vous, députés catholiques, saluer en même temps que M. le Président de la République, notre respecté évêque de Paris. Vous êtes venus faire acte de fraternité avec la France et déclarer devant le monde que vous n'avez jamais douté d'elle.

Dites seulement à ces esprits qui s'inquiètent de nous, de venir s'instruire chez nous, de contempler les actes accomplis. Il y a eu, en ces temps, de nombreuses scènes dont le sens profond demeure en nos esprits et les attache à tout jamais à leur patrie et à leur foi religieuse unies dans une même affirmation. Telle a été pour moi, dans une ville bombardée, la messe dite par un soldat d'une compagnie sur la tombe du capitaine.

Messieurs les députés irlandais, vous êtes pour nous des amis. Les témoignages d'amitié comme ceux que nous recevons aujourd'hui ne s'oublient pas. Vous serez aussi pour nous des modèles. Votre exemple nous montre ce que peut obtenir devant le Parlement et devant l'opinion, la défense persévérante de la justice et de la liberté. Mais un pareil exemple ne peut se produire et se renouveler que grâce aux lois et aux mœurs des peuples libres. Tout espoir semblable serait fermé, sous le règne de l'étatisme absolu et de la culture systématique des Allemands.

C'est ce que penseront, s'ils méditent sincèrement votre histoire, les catholiques du monde entier.

DISCOURS DE M. DEVLIN

President de l' « Ordre ancien des Hiberniens »

Messieurs,

L'occasion est unique, unique dans l'histoire de la France et de l'Irlande. Nous, les représentants de la nation irlandaise, nous sommes venus dans votre noble capitale, pour présenter à la France, l'expression de la sympathie de la race et de la nation irlandaise dans la lutte titanique que ce grand peuple celtique soutient pour défendre l'honneur national, l'intégrité et l'indépendance des petites nationalités et les principes du droit et de la justice qui sont les fondements de la civilisation, qui constituent la seule garantie de la liberté individuelle et nationale et qui sont absolument nécessaires à l'évolution bienfaisante des institutions démocratiques.

Nous avons été reçus par les représentants de la France appartenant à toutes les religions et à tous les partis, qui ont fait preuve envers nous de la cordialité et de l'hospitalité qui caractérisent la nation française, et nous croyons que la mission que nous remplissons actuellement aura, non seulement pour l'Irlande et la France, mais aussi pour les nations alliées, des conséquences d'un caractère vaste et important.

A une autre époque, les soldats de l'Irlande se sont distingués au service de la France. Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire, les Irlandais et les Anglais sont devenus les amis et les camarades des Français, en combattant un ennemi commun qui est, en outre l'ennemi, non seulement de la liberté, mais aussi de l'humanité.

Le grand conflit dans lequel sont engagées les nations de l'Europe fera époque et aura des conséquences incalculables, mais ce qu'il y aura de plus heureux, ce qui inspire le plus d'espérance, c'est qu'il sortira, de cette lutte, une Irlande unie et libre, la compagne volontaire de l'Angleterre et le solide rempart de leurs intérêts communs, et qu'il en sortira aussi une France nouvelle et plus grande, une France dont de glorieux souvenirs de sacrifices et de victoires feront battre le cœur et qui sera plus que jamais capable d'offrir au monde un modèle et un exemple de ce que le génie celtique peut accomplir

dans tous les arts de la paix et dans tout ce qui sert au bonheur et à la prospérité du monde.

Nous vous remercions au nom de l'Irlande, de l'honneur que vous nous avez accordé, et je crie du fond du cœur : « Vive la France ! »

DISCOURS DE M. ALBIN ROZET

Député, Président de la Commission des Affaires exterieures.

Messieurs,

Au nom de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies, de la Chambre des députés, qui a tenu à organiser ce banquet, je salue Messieurs les parlementaires irlandais et je leur adresse mes souhaits les plus cordiaux de bienvenue parmi nous.

Les délégués du parti irlandais ont choisi pour nous visiter, une heure qui nous fait apprécier tout particulièrement leur démarche courtoise et opportune et nous leur en sommes sincèrement reconnaissants. Ce ne sont pas des hôtes d'un jour, soucieux d'exprimer une sympathie momentanée au cours d'événements graves ; ce sont de vieux amis représentant une tradition séculaire et ininterrompue d'affection qui viennent, pendant une guerre à laquelle leur peuple participe volontairement avec tous les Anglais, nous tendre une main cordiale et dévouée, et cette main, nous la serrons avec effusion.

Je veux voir aussi, dans cette visite, le témoignage public de l'union sacrée qui, comme chez nous, lie tous les fils du Royaume-Uni en vue du but final de la guerre actuelle : la liberté des peuples et des nations luttant contre la barbarie civilisée. Ce résultat nous l'atteindrons tous ensemble et bientôt je l'espère, nous pourrons nous réjouir de la victoire commune obtenue par le courage invincible des armées alliées. A ce moment-là, l'inscription commémorative si fréquente dans les églises et les temples d'Irlande et que je n'ai jamais lue sans émotion : « Au soldat glorieusement tombé pour la Grande-Bretagne » pourra être ainsi modifiée : « Au soldat glorieusement tombé pour « la Grande-Bretagne, la France et l'humanité ».

Le voyage à Paris de Messieurs les Parlementaires irlandais éveillera dans le cœur de tous les Français, un sentiment de profonde gratitude; il aura aussi son écho parmi tous les Irlandais disséminés à travers le monde et ils comprendront toute la portée de la manifestation d'aujourd'hui.

Je lève mon verre en l'honneur de l'Irlande.

DISCOURS DE M. VIVIANI

Président du Conseil des Ministres

Messieurs,

Je dissimulerai mal l'émotion qui m'anime au moment où je vais répondre à l'homme illustre dont le discours éloquent nous a traduit la douceur et la fierté des sentiments de l'Irlande. Je le remercie, je remercie ses collègues, venus en ces heures tragiques nous apporter le témoignage vibrant de leur affection fraternelle. Ainsi que le disaient hier encore ceux qui parlaient au nom du parti irlandais, c'est dans le passé le plus lointain que cette affection plusieurs fois séculaire prend racine. Avant le surgissement de ce grand drame, sur les mêmes champs de bataille, le sang de nos races rattachées au même rameau s'était mêlé. Ensemble, en 1870, nous avions déjà opposé un rempart, hélas trop faible! au torrent. A l'heure suprême où la même ambition rapace a mis quelque temps en péril la civilisation, nous nous retrouvons, enchaînés les uns aux autres par des liens aussi forts que l'étaient les liens de fer qui unissaient dans le combat les Celtes, nos pères communs. Que votre race soit bénie, pour le magnifique élan qui, de la profondeur des siècles, l'a précipitée vers la justice.

Je ne connais rien d'ailleurs de plus beau que cet enthousiasme où se sont fondus même les souvenirs des rivalités anciennes. En effet, la défense du droit universel vous est apparue plus urgente, plus haute et plus grande que tout. Ah! qu'il soit permis à la France de réunir, dans la même et fraternelle étreinte, l'Angleterre et l'Irlande. L'inébranlable alliée, sans forfanterie et sans faiblesse, s'est levée à l'heure du destin. Que l'histoire enregistre cet inoubliable spectacle, offert par un peuple à qui l'indépendance est plus chère que la vie. La discipline volontaire, la fermeté, la volonté,

l'amour inné de la liberté, toutes les vertus de cette forte race lui ont permis, n'ayant jamais envisagé ni voulu la guerre, de la soutenir avec une méthode impeccable, une ténacité froide, un héroïsme avec lequel l'humour sourit jusqu'au seuil de la mort! Que la grande Angleterre et l'Irlande reçoivent, en ce jour, l'hommage de notre admiration. La similitude des combats livrés côte à côte était inutile pour fonder entre nous l'estime et l'amitié. Mais c'est la fraternité éternelle qui fleurit en ce moment le long de l'Yser inflexible où expire l'insolence germanique, et au bord des Dardanelles dont nous aurons violé demain la barrière mouvante.

Et quand l'histoire, toute retentissante du bruit des armes, même longtemps après qu'elles seront déposées, se demandera pourquoi ces combats furent livrés, elle répondra : aucune ambition malsaine n'a fermenté dans l'âme héroïque des nations appelées aux suprêmes sacrifices. Pourquoi se sont-elles levées? Pour répondre à une agression brutale; pour défendre l'indépendance des nations faibles, que la loi du plus fort a voulu opprimer; pour faire respecter les contrats que déchirait la brutalité du glaive; pour élever vers la vie, la liberté, les peuples; pour rendre enfin l'Europe respirable ou pour périr... Et l'histoire ajoutera : elles n'ont pas péri, elles ont triomphé du militarisme prussien, elles ont affranchi les peuples, après que, sous l'influence de l'Angleterre et, souvent, par la pensée et la main de la France, les hommes peu à peu l'avaient été. Oui, nous irons avec nos indomptables et nobles alliés russes, belges et serbes qui, comme nous, refoulent l'Allemagne et écrasent l'Autriche, nous irons tous jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à ce que la justice se lève et que le châtiment retombe.

LA RÉCEPTION A L'HOTEL DE VILLE

L'après-midi, au sortir du banquet, le Conseil municipal et le Conseil général de la Seine ont tenu à recevoir nos hôtes irlandais à l'Hôtel de Ville, au nom de la ville de Paris.

La bienvenue leur a été souhaitée en des discours émouvants par MM. Adrien Mithouard, président du Conseil municipal, Chérest, président du Conseil général, Delanney, préfet de la Seine, et Laurent, préfet de police. MM. Gallagher, lord-maire de Dublin, Condon et O'Connor leur ont répondu en des paroles longuement applaudies, affirmant une fois de plus l'union indissoluble des deux races. Et c'est au milieu des acclamations de la foule massée devant l'Hôtel de Ville que s'est terminée cette inoubliable manifestation de fraternité franco-irlandaise.

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 4172 5-15. — Encre Lorilleux